

DECRET N° 2003-240/PRES/PM/MFPRE du 20 mai 2003 (JO N°23 2003 du 05 juin 2003)

portant horaires de travail dans les administrations du secteur public.

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-204 /PRES du 6 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2002-205 /PRES/PM du 10 juin 2002 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;

VU la loi n° 010/2001/AN du 28 juin 2001 portant additif à la loi n° 019/2000/AN du 27 juin 2000 instituant les fêtes légales au Burkina Faso ;

VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 16 avril 2003 ;

D E C R E T E

Article 1 : Les jours ouvrables dans les administrations et les services publics au Burkina Faso vont du lundi au vendredi inclus.

Article 2 : Les horaires de travail dans les administrations et les services du secteur public sont répartis comme suit :

- matin : de 07 heures à 12 heures 30
- soir : de 15 heures à 17 heures 30.

Article 3 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, à l'occasion ou à raison de certaines circonstances, la journée continue peut être instituée.

Article 4 : La journée continue se déroule sans discontinuité de l'ouverture des services à leur fermeture.

Article 5 : La journée peut être déclarée continue à l'occasion ou à raison de :

- certaines fêtes légales ;
- certaines manifestations à caractère national ou local ;
- certaines circonstances exceptionnelles.

Article 6 : La journée est déclarée continue la veille des fêtes légales ci-dessous :

- jour de l'an ;
- Noël ;
- Maouloud ;
- Tabasky.

Article 7 : Indépendamment des dispositions de l'article 6 ci-dessus, les veilles d'autres fêtes légales peuvent être déclarées journées continues par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique.

Article 8 : A l'occasion des événements nationaux ci-après et pendant toute leur durée, la journée est déclarée continue dans les localités concernées :

- Semaine nationale de la culture (SNC) ;

- Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) ;
- Festival panafricain du Cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO).

Article 9 : En raison ou à l'occasion de certaines manifestations à caractère ponctuel et d'intérêt national la journée peut être déclarée continue par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique.

Article 10 : La journée peut être déclarée continue par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique sur demande des autorités locales concernées à l'occasion de certains événements à caractère strictement local.

Article 11 : Dans certaines circonstances exceptionnelles, la journée peut être déclarée continue sur toute ou partie de l'étendue du territoire national par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique.

Article 12 : Pour ce qui concerne les établissements de formation, les services ou les unités à activités continues, les différents responsables de ces structures s'organiseront pour assurer la continuité du service pendant la période de la journée continue.

Article 13 : En tout état de cause, l'acte déclarant la journée continue précise son champ d'application en cas de besoin et selon les circonstances et les événements.

Au cas où le secteur privé est concerné, la journée sera déclarée continue par un arrêté conjoint des ministres en charge de la fonction publique et du travail.

Article 14 : Le présent décret abroge les dispositions du décret n° 75-426/PRES/FPT/DFP du 24 octobre 1975 modifiant les horaires de travail dans les administrations du secteur public.

Article 15 : Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le Ministre du travail, de l'emploi et de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20 mai 2003

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre du travail, de l'emploi
et de la jeunesse

Alain Ludovic TOU

Le Ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat

Lassané SAVADOGO